



Département de la  
Seine-Maritime

**D.2018.04/82**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-217604479-20180425-M\_DE180423\_82-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 25/04/2018

Publication : 25/04/2018

Pour l'"autorité Compétente"  
par délégation



Arrondissement du  
HAVRE

**Extrait du Registre des délibérations**  
**Conseil Municipal du 23 avril 2018**

Nombre de Conseillers d'après la Loi .....	33
Nombre de Conseillers en exercice .....	33
Nombre de Conseillers présents .....	26
Nombre de Pouvoirs .....	4
Nombre de Votants .....	30

Extrait de la délibération affiché le **27 avril 2018**.

L'an deux mille dix-huit, le **23 avril** à **dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 16 avril, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

**Etaient présents**

Daniel **FIDELIN**, Gilbert **FOURNIER**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Corinne **LEVILLAIN**, Jean-Luc **GONFROY**, Virginie **LAMBERT**, Emmanuel **DELINEAU**, Patricia **DUVAL**, Marie-Paule **DESHAYES**, Pascal **LEFEBVRE**, Alexandre **MORA**, Jean-Pierre **QUEMION**, Estelle **FERRON**, Gérard **DELAHAYS**, Sophie **CAPELLE**, Stéphanie **ONFROY**, Juliette **LOZACH**, Liliane **HIPPET**, Frédéric **LE CAM**, Fabienne **MALANDAIN**, Nada **AFIOUNI**, Jérôme **DUBOST**, Damien **GUILLARD**, Aurélien **LECACHEUR**.

**Excusés ayant donné pouvoir**

Frédéric **PATROIS** donne pouvoir à Daniel **FIDELIN**  
Franck **DORAY** donne pouvoir à Gilbert **FOURNIER**  
Gilles **BELLIÈRE** donne pouvoir à Fabienne **MALANDAIN**  
Martine **LESAUVAGE** donne pouvoir à Jérôme **DUBOST**

**Excusé**

Gilles **LEBRETON**

**Absentes**

Marie-Christine **BASSET**  
Karine **LOUISET**

**Secrétaire de séance**

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance

# CONSEIL MUNICIPAL

## Séance du lundi 23 avril 2018

**2018.04/82**

### MARCHES PUBLICS - SERVICE DE TELECOMMUNICATIONS FIXE/MOBILE ET INTERNET – MARCHES – PROLONGATION - AVENANTS - SIGNATURE – AUTORISATION

**M. Dominique THINNES, Adjoint au Maire** – Lors de la séance du conseil municipal du 20 octobre 2014, vous aviez autorisé Monsieur le Maire à lancer une procédure en appel d'offres ouvert, à attribuer et à signer les marchés de télécommunications, couvrant les domaines de la téléphonie fixe et mobile, des liaisons spécialisées voix et des données ainsi que les accès internet.

Ces marchés à bons de commande décomposés en 3 lots ont été signés et notifiés en juillet 2015 pour une durée d'un an reconductible 2 fois. La décomposition des lots est la suivante :

- Lot 1 : fourniture de service afin d'assurer le maintien en conditions opérationnelles des équipements télécoms (*Titulaire : ORANGE – Agence Entreprises Normandie Centre – 118 rue Paul Doumer – 45140 SAINT JEAN DE LA RUE*)
- Lot 2 : Fourniture de service en télécommunication pour les lignes fixes, mobiles avec gestion de la convergence (*Titulaire : SFR – 12 rue de la Verrerie – 92190 MEUDON*)
- Lot 3 : Fourniture de service de télécommunication pour la constitution d'un réseau privé virtuel et des accès internet (*Titulaire : ORANGE – Agence Entreprises Normandie Centre – 118 rue Paul Doumer – 45140 SAINT JEAN DE LA RUE*)

Auparavant, la Ville s'était adjoint un assistant à maîtrise d'ouvrage (AMO) dont la mission était :

- D'analyser les besoins en téléphonie, l'étude de l'existant, l'élaboration des caractéristiques de la consultation,
- La rédaction du dossier de consultation des entreprises,
- L'analyse des offres et établissement d'un calendrier pour le déploiement des solutions retenues.

Les marchés actuels prennent fin au 9 juillet 2018. Il est donc nécessaire de lancer une nouvelle procédure en appel d'offres ouvert. Toutefois, au vu de la complexité technique de ce dossier, des évolutions constantes dans ce domaine, il est à nouveau nécessaire de nous faire assister d'un AMO pour réaliser un audit de nos installations et de fournir une assistance dans l'écriture des pièces techniques de ces marchés.

Compte tenu de ces éléments et des délais incompressibles de consultation, il n'est pas possible d'organiser les consultations permettant de bénéficier de nouveaux marchés à effet au 10 juillet 2018. La signature d'un avenant de prolongation jusqu'au 31 décembre 2018 pour chacun des lots est donc nécessaire afin de ne pas perturber la continuité de service.

De plus, pour faciliter la gestion de ces marchés d'un point de vue budgétaire, il convient qu'ils débutent à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Pour mémoire, les montants annuels de commande pour ces marchés à bons de commande sont les suivants :

**LOT 1 :** fourniture de service afin d'assurer le maintien en conditions opérationnelles des équipements télécoms,

- Première période (année 1) : mini HT : 3.800 € - maxi HT : 10.400 €

Cumul périodes suivantes (années 2 et 3) : mini HT : 11.400 € - maxi HT : 31.200 €

**LOT 2 :** Fourniture de service en télécommunication pour les lignes fixes, mobiles avec gestion de la convergence

- Première période (année 1) : mini HT : 40.000 € - maxi HT : 60.000 €

- Cumul périodes suivantes (années 2 et 3) : mini HT : 90.000 € - maxi HT : 150.000 €

**LOT 3** : Fourniture de service de télécommunication pour la constitution d'un réseau privé virtuel et des accès internet

- Première période (année 1) : mini HT : 13.000 € - maxi HT : 30.000 €

- Cumul périodes suivantes (années 2 et 3) : mini HT : 24.000 € - maxi HT : 75.000 €

- Les montants relatifs à ces avenants de prolongation sont de l'ordre de :

Lot 1: maximum HT: 7.000 euros

Lot 2: maximum HT: 20.000 euros

Lot 3: maximum HT: 13.000 euros

**Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :**

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** le décret 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 relatif au Code des Marchés Publics ;

**VU** la décision favorable de la commission d'appel d'offres du 27 mars 2018 ;

**CONSIDERANT**

- Que les marchés de téléphonie, fixe mobile et internet arrivent à échéance au 9 juillet 2018 ;
- Qu'il est nécessaire de s'adjoindre les services d'un assistant à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'un audit préalable ;
- Qu'il est nécessaire de tenir compte des délais de procédure en appel d'offres ouvert conformément au décret 2016-360 du 25/03/2016 relatif aux marchés publics ;
- Qu'il est nécessaire d'assurer une continuité de service ;

**VU** le rapport de M. l'Adjoint au Maire, chargé de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Marchés Publics, et des Travaux Bâtiments ;

**Après en avoir délibéré,**

**DECIDE**

- **D'autoriser Monsieur le Maire à signer des avenants de prolongation des marchés de téléphonie fixe/mobile et internet pour la ville de Montivilliers à compter du 10/07/2018 jusqu'au 31/12/2018.**

**Imputation budgétaire :**

Budget Ville

611-01

6262 – toutes fonctions selon les services

Budget CCAS

61562-6111/6112

6262-6111/6112

**ADOPTÉE A L'UNANIMITE par le Conseil Municipal.**

*Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.*

*Pour extrait conforme au registre dûment signé.*

